

**La troisième évaluation de l'état de conservation des habitats et espèces parmi les plus rares ou menacés d'Europe a été réalisée par les États membres dans le cadre de la mise en œuvre de la directive « Habitats, Faune, Flore ». Couvrant la période 2013-2018, elle consolide les conclusions des deux précédentes évaluations : la part des habitats et des espèces d'intérêt communautaire en bon état de conservation en France reste faible (un habitat sur cinq et une espèce sur quatre). L'état d'un tiers des espèces et habitats est considéré en détérioration sur la période 2013-2018 ; toutefois, des mesures de gestion ciblées permettent d'améliorer la situation pour certains milieux et les espèces qu'ils abritent. Les écosystèmes littoraux, milieux humides et aquatiques sont parmi les plus dégradés.**

Face à la dégradation de l'état de la biodiversité européenne, la directive « Habitats, Faune, Flore »<sup>1</sup> et la directive « Oiseaux »<sup>2</sup> établissent une base réglementaire pour la conservation des espèces et habitats parmi les plus rares ou menacés d'Europe, afin d'assurer leur pérennité à long terme. Outre la mise en place du réseau Natura 2000, le plus grand réseau européen de sites naturels protégés, les États membres s'engagent, à travers ces textes, à effectuer une surveillance de ces espèces et habitats (art.11), évaluer régulièrement leur état et leurs tendances.

Environ 230 habitats et 1200 espèces végétales et animales sont ainsi reconnus d'intérêt communautaire par la directive « Habitats, Faune, Flore »<sup>3</sup> et concernés tous les six ans par l'évaluation de leur état de conservation. Non limitée au seul réseau des sites Natura 2000, l'évaluation des espèces et habitats concerne l'ensemble du territoire européen, partagé en 14 régions biogéographiques ou marines, dont 6 concernent la France. Chacun des 132 types

d'habitats et des 308 espèces d'intérêt communautaires sont évalués en France dans chaque région biogéographique où ils sont présents. Avec plus de 1000 évaluations, la France est le pays de l'Union européenne le plus concerné, devant l'Espagne et l'Italie, ce qui traduit la grande diversité et richesse biologique de son territoire et implique une responsabilité importante au niveau communautaire.

Cette évaluation couvre la période 2013-2018 et constitue la troisième évaluation<sup>4</sup> depuis la mise en œuvre de cet article de la directive. Une fois les rapports de tous les États membres synthétisés, une évaluation européenne de l'état des habitats et espèces sera effectuée par le Centre thématique européen au titre de la Commission européenne, qui permettra une vision globale de l'état de conservation de la biodiversité rare ou menacée à l'échelle de l'Europe communautaire.

### L'évaluation des habitats et espèces d'intérêt communautaire : un exercice partenarial

Coordonnée par l'UMS PatriNat, service commun de l'AFB, du CNRS et du MNHN, pour le compte du ministère de la transition écologique et solidaire, cette évaluation a été réalisée avec la Fédération des Conservatoires botaniques nationaux (FCBN devenue PCCBN au sein de l'AFB), l'Office pour les insectes et leur environnement (Opie), la Société herpétologique de France (SHF), la Société française pour l'étude et la protection des mammifères (SFEPM) et l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) ainsi que les experts de l'AFB et du MNHN. Plus de 400 experts ont ainsi été mobilisés pour la rédaction, la relecture et la validation des fiches d'évaluation.

### Un habitat sur cinq et une espèce sur quatre sont dans un état de conservation favorable

Pour les **habitats** (Figure 1), sur les 297 évaluations complètes réalisées, les trois quarts aboutissent à un état de conservation défavorable, contre un état favorable dans seulement un cinquième des cas. Par manque de données

ou de connaissances disponibles suffisantes, l'état de conservation n'a pas pu être déterminé et reste inconnu pour 4 % des évaluations.

<sup>1</sup> Directive du Conseil 92/43/CEE du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages.

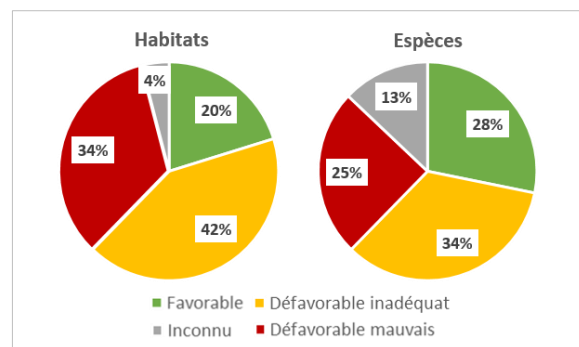
<sup>2</sup> Directive 2009/147/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages.

<sup>3</sup> Annexes I, II, IV et V de la directive « Habitats ». Les espèces de la directive « Oiseaux », faisant l'objet d'une évaluation distincte, ne sont pas prises en compte dans cette note.

<sup>4</sup> Les évaluations précédentes ont concerné les périodes 2001-2006 et 2007-2012.

Pour les **espèces** (Figure 1), près de 60 % des 642 évaluations montrent un état de conservation défavorable, contre un peu plus d'un quart qui présentent un état favorable. Malgré la progression des connaissances et la mobilisation des données disponibles, l'état de conservation reste inconnu pour 13 % des évaluations, principalement pour des groupes moins connus comme les espèces marines, invertébrés, chauves-souris et lichens.

**Figure 1 : État de conservation des habitats et espèces d'intérêt communautaire en France**

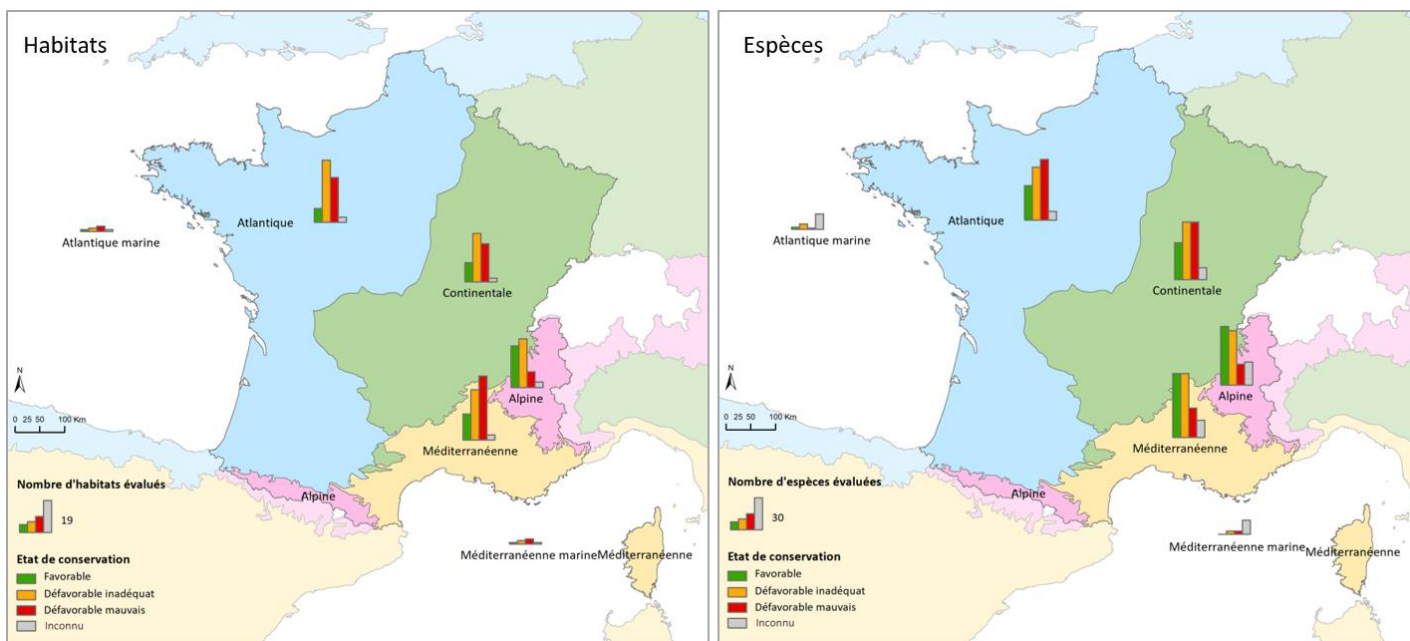


### Une situation contrastée selon les régions biogéographiques

Ce bilan général tend à masquer des disparités géographiques parfois importantes à l'échelle du territoire métropolitain. Comme lors des évaluations précédentes, la région alpine (Alpes et Pyrénées) présente les meilleurs états de conservation, avec plus d'un tiers d'états favorables pour les espèces et les habitats. En revanche, la situation ne s'améliore pas en région méditerranéenne, en particulier pour les habitats dont moins d'un sur cinq est en

état favorable. La région continentale et surtout la région atlantique présentent les résultats les plus préoccupants, pour les espèces comme pour les habitats, avec 3 cas sur 4 en état défavorable. En régions marines, lorsque les données disponibles permettent de conclure (dans moins de la moitié des cas), l'évaluation reste globalement défavorable.

**Figure 2 : État de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire par régions biogéographiques**

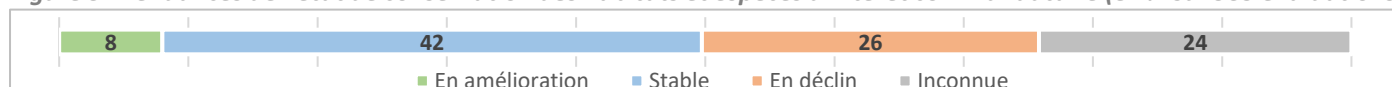


### Une consolidation des évaluations précédentes

L'amélioration des connaissances (inventaires, suivis, recherches et partage d'information dans le SINP) permet d'appuyer et conforter l'évaluation de l'état de conservation des habitats et espèces sur des données plus robustes et approfondies au fil du temps. Avec les ajustements méthodologiques, ceci rend toutefois délicate l'interprétation des changements « bruts » dans l'état de conservation par rapport aux évaluations précédentes pour certaines fiches.

Les **tendances de l'état de conservation** (Figure 3), évaluées pour la période 2013-2018, constituent un meilleur indicateur de l'évolution de la situation pour les habitats et espèces d'intérêt communautaire. Stables pour plus de 40 % des cas, elles indiquent une dégradation qui se poursuit (déclin) pour plus d'un habitat ou d'une espèce sur quatre, et seulement 8 % de tendances en amélioration. L'état des connaissances ne permet pas d'estimer des tendances pour un quart des habitats et espèces évalués.

**Figure 3 : Tendances de l'état de conservation des habitats et espèces d'intérêt communautaire (en % sur 939 évaluations)**



## Habitats (Figure 4)

Comme lors des évaluations précédentes, les **habitats marins et côtiers** et les **dunes** sont les plus dégradés. Ils subissent les effets d'une forte urbanisation des côtes et d'une fréquentation touristique localement élevée, particulièrement en région méditerranéenne.

Les **habitats aquatiques et humides** (eaux douces, tourbières et bas-marais) comptent également parmi les écosystèmes les moins bien conservés, avec seulement 6 % d'évaluations favorables.

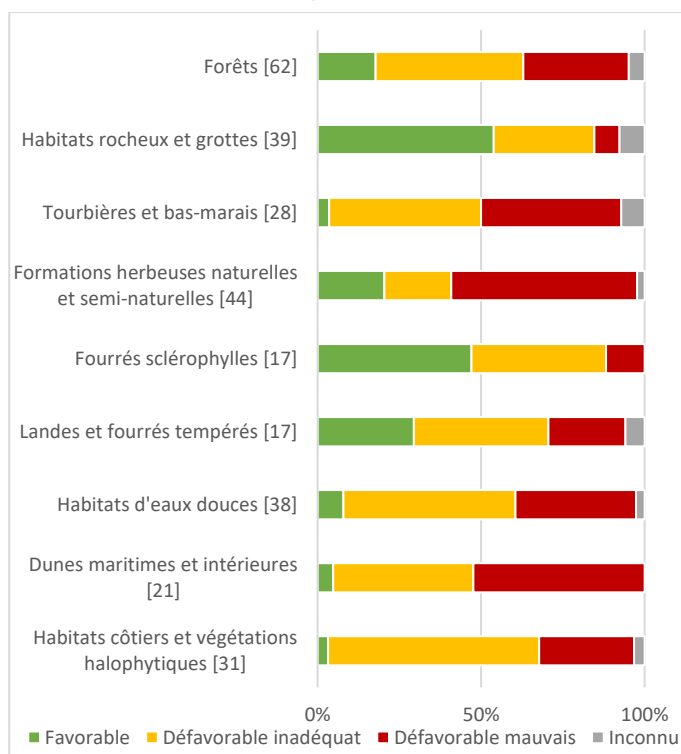
L'état de conservation des **habitats agropastoraux**, plus contrasté, alerte néanmoins sur un état dégradé des prairies et pelouses d'intérêt communautaire, avec plus de la moitié des évaluations en état défavorable mauvais. Les landes et fourrés sont globalement mieux conservés que les formations herbeuses. C'est en région alpine, notamment en altitude, que les habitats agropastoraux sont les mieux conservés, avec plus de la moitié des évaluations favorables.

La végétation des **systèmes rocheux** (éboulis et falaises) ainsi que les **fourrés sclérophylles** (fourrés méditerranéens) sont les types d'habitats qui se trouvent dans le meilleur état, avec 52 % d'états favorables, toutes régions confondues.

Enfin, la situation des **habitats forestiers**, plus favorable que d'autres milieux, reste majoritairement dégradée, avec plus des trois quarts d'évaluations défavorables.

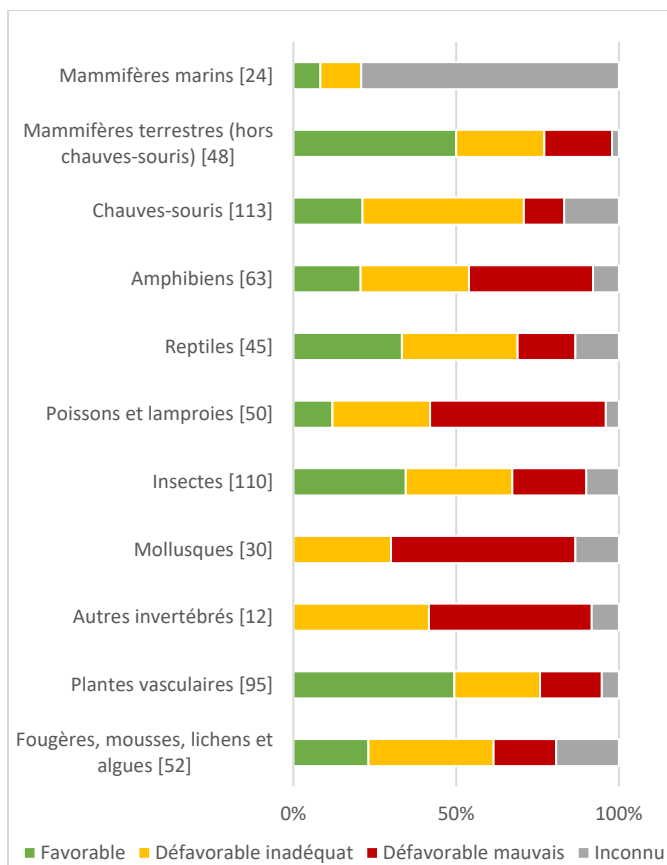
**Figure 4 : État de conservation des habitats par grand type d'habitat pour la période 2013-2018**

Les nombres entre crochets indiquent le nombre d'évaluations réalisées.



**Figure 5 : État de conservation des espèces par groupe taxonomique pour la période 2013-2018**

Les nombres entre crochets indiquent le nombre d'évaluations réalisées.



## Espèces (Figure 5)

Parmi les espèces évaluées, les **espèces aquatiques** (poissons et écrevisses) et les **mollusques** sont les groupes avec la plus forte proportion d'évaluations défavorables, dont la moitié en état défavorable « mauvais ». Lors de la précédente évaluation, les tendances de ces espèces étaient déjà majoritairement en déclin.

Seule une espèce d'**amphibien** ou de **reptile** sur quatre est en état favorable. Les amphibiens sont particulièrement sensibles avec près de 40 % en état défavorable « mauvais », ce qui est malheureusement cohérent avec les statuts au titre des Listes rouges mondiale et nationale.

L'amélioration des connaissances conduit à une évaluation contrastée pour les **insectes** ; tandis que les états inconnus régressent, la proportion augmente jusqu'à un tiers pour les états favorables mais aussi pour les états défavorables mauvais (35 % des coléoptères par exemple).

De même, de fortes disparités caractérisent l'évaluation des **mammifères terrestres** ; tandis que la situation reste bonne pour la moitié des espèces hors chauves-souris, celles-ci restent fragiles avec deux espèces sur trois en état défavorable. Largement contrainte par des connaissances lacunaires (près de 70 % en état inconnu, concernant essentiellement des mammifères marins), l'évaluation des

**espèces marines** conduit à une faible proportion d'états favorables (6 %).

La **flore** est le groupe d'espèces en meilleur état avec plus de 40 % d'états favorables ; les plantes vasculaires sont les mieux conservées, tandis que la situation reste stable pour les mousses et fougères par rapport à l'évaluation précédente.

***Cette troisième évaluation permet une nouvelle fois de consolider et confirmer les résultats des périodes précédentes. La comparaison des résultats obtenus s'avère toutefois délicate en raison des ajustements méthodologiques et, plus encore, de l'amélioration des connaissances. Cet exercice permet néanmoins d'identifier les lacunes et de développer les programmes d'inventaire et de suivi de ces habitats et espèces, afin de mettre en place une véritable surveillance de leur état de conservation.***

## Des écosystèmes sous pressions

Parmi les 16 grandes catégories de pressions ou menaces listées pour l'évaluation des espèces et habitats, les plus fréquemment citées sont celles liées à certaines pratiques agricoles et forestières (respectivement 26 et 14 %), ainsi qu'à l'urbanisation et l'industrialisation du territoire (16 %). Ces activités exerçant une forte pression sur les espaces naturels expliquent en partie l'état de conservation défavorable des espèces et habitats. Les principaux autres facteurs impactant l'état des espèces et habitats sont le changement climatique, les réseaux de transport, les modifications hydrologiques effectuées par l'homme, les espèces exotiques ou indigènes problématiques et les processus naturels (érosion, incendies, etc.).

Ces pressions et menaces impactent généralement les populations d'espèces, ainsi que les surfaces et le fonctionnement des habitats. Susceptibles de se poursuivre à l'avenir, elles sont prises en compte dans l'évaluation du paramètre concernant les perspectives futures.

## Méthodologie

L'évaluation de chaque habitat et espèce dans une région biogéographique s'effectue dans le cadre d'un format standard partagé par tous les États membres, permettant ensuite une synthèse à l'échelle européenne. Elle s'appuie sur quatre paramètres, chacun évalué selon quatre modalités (favorable, défavorable inadéquat, défavorable mauvais, inconnu) :

- pour un habitat, il s'agit de son aire de répartition naturelle, de la surface qu'il couvre, de sa structure et son fonctionnement, ainsi que des perspectives futures envisageables (viabilité de l'habitat à moyen/long terme en fonction des pressions et menaces qu'il subit) ;
- pour une espèce, il s'agit de son aire de répartition naturelle, de sa population, de l'état de son habitat d'espèce et des perspectives futures envisageables.

L'état et les tendances de ces paramètres sont évalués, selon des critères précis, à partir des meilleures études et données disponibles, complétées le cas échéant par avis d'experts. Pour chaque évaluation, la synthèse des paramètres s'appuie sur une même règle : un seul paramètre « défavorable mauvais » suffit à classer l'habitat ou l'espèce dans cette catégorie (principe de précaution) ; à l'inverse, l'état de conservation n'est favorable que si tous les paramètres sont favorables (ou éventuellement avec un paramètre inconnu).

## Pour en savoir plus

- Rapportages communautaires sur le site de l'INPN :  
<https://inpn.mnhn.fr/programme/rapportage-directives-nature/presentation>
- Documents et données relatives au rapportage au titre de la directive « Habitats » :
  - Commission européenne  
[https://ec.europa.eu/environment/nature/knowledge/rep\\_habitats/index\\_en.htm](https://ec.europa.eu/environment/nature/knowledge/rep_habitats/index_en.htm)
  - European Topic Center on Biological Diversity (ETC/BD)  
<https://www.eionet.europa.eu/etcs/etc-bd/activities/reporting/article-17>
- Réseau Natura 2000 par l'EEA :  
<http://natura2000.eea.europa.eu/>

## Contacts

Farid Bensettiti, UMS PatriNat  
Camille Gazay, UMS PatriNat  
Septembre 2019

AGENCE FRANÇAISE  
POUR LA BIODIVERSITÉ  
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT



## Partenaires

